

# ***TÉMOIGNAGE II***

**Pour Stop Bunkers**

## TÉMOIGNAGE II

*J'aimerais bien que tout le monde soit au courant de ce que ça veut dire de vivre en étant oublié.*

Certaines informations ont été retirées pour garantir l'anonymat de la personne. Elles sont marquées par des étoiles.

A propos.

Depuis plusieurs mois à Genève, des requérants d'asile s'organisent pour dénoncer les conditions dans lesquelles ils sont accueillis. Que ce soit dans les abris PCi (abris anti-atomique) ou les foyers, la promiscuité engendrée par la surpopulation et le manque d'infrastructures ne peut que leur rappeler les raisons pour lesquelles ils ont fui. La réalité de ce que l'on ose ici appeler accueil ne leur laisse aucune chance de faire leurs propres choix. Nous vivons aussi ici, et trouvons nécessaire de tout faire pour les aider dans leur lutte. Nous, collectif Sans Retour, avons rencontré Stop Bunkers, leur collectif, et avons estimé nécessaire de rendre leur parole audible. Certains ont voulu témoigner de leur parcours.

Lors de ces entretiens, ils ont parlé dans leur langue maternelle ou en anglais et nous avons eu recours à un traducteur. Faire ces interviews, tenter de comprendre

au plus près des mots ce que peut être la réalité de ces personnes, sans interpréter. La voix est passée par plusieurs filtres, ceux de la langue et de ses spécificités déjà, puis ceux qui sont propres aux personnes par lesquelles sont passés les mots. Le discours oral n'est pas le discours écrit, et afin de rendre lisibles ces témoignages une fois la traduction finie, nous avons encore dû passer par une réécriture.

Alors, comment, par le choix des mots rendre sa fluidité au récit dans une autre langue et faire que ce qui nous a semblé être son message puisse être rendu de manière claire et effective ? Nous ne souhaitons pas faire croire que nous pouvons disparaître derrière ces témoignages. S'il peut y avoir une véracité des faits, il serait naïf de penser qu'un quelconque observateur puisse être objectif. Si nous voulons être un soutien à ceux qui s'engagent dans cette lutte, nous avons nos propres convictions et elles apparaissent forcément dans la teinte du texte.

Si nous acceptons que ces pages ne changeront que très peu la réalité, nous refusons qu'elles ne fassent que s'ajouter au tas de marchandises misérabilistes que fournissent la télévision, les journaux. Vendre un témoignage comme celui-ci au profit de quoi que ce soit serait participer à l'existence de ce qui l'a rendu nécessaire.

Ce serait accepter qu'un contrat nous lie à ce qu'il condamne. Ce texte n'est pas là pour être rangé sur une étagère et justifier un quelconque engagement social lors de diners mondains.

Nous ne rêvons pas sur le pouvoir hypothétique des paroles. Mais nous pensons que de les diffuser permet qu'une voix émerge au-dessus du bruit afin qu'elle le dissolve, qu'elle rende inadmissible la réalité. Etre spectateur est un rôle actif, celui du relai de l'information mais aussi le point de départ d'une prise de contrôle de la réalité.

Si le témoignage ne se positionne pas de cette manière là, le diffuser est pour nous une déclaration de guerre à ce qui a créé la nécessité de son existence.

Témoignage recueilli le  
28 février 2015 à Genève.

Je m'appelle (\*). Je suis né en (\*). J'ai grandi dans une famille aimante, avec mes frères et mes sœurs. J'étais quelqu'un de très sportif. J'ai fait l'école primaire, puis secondaire jusqu'au BAC. Pendant cette période, je militais pour le parti de l'indépendance de mon pays, pour la rébellion. Quand le gouvernement a su que j'étais quelqu'un d'actif politiquement, je me suis fait arrêter et je suis resté environ deux ans en prison. Cinq mois après la libération du pays, j'ai aussi été libéré. Comme j'étais connu en tant que partisan de l'indépendance, le nouveau régime m'a donné la possibilité de me former. J'ai obtenu un diplôme de (\*) et j'ai commencé à travailler dans une ville au nord du pays. Après avoir exercé mon métier pendant un an, l'Etat m'a transféré dans une autre ville.

J'ai vécu deux ans dans cette nouvelle région. J'y ai vécu des injustices : en travaillant pour l'Etat, on recevait beaucoup moins d'argent que d'autres. J'ai décidé d'arrêter ce travail à cause de la corruption. Les autorités ont dit : « Vous arrêtez, d'accord, mais on va vous envoyer dans une autre province. On tirera au sort pour déterminer où vous allez travailler. »

C'était il y a environ vingt ans. J'ai tiré au sort et ils m'ont envoyé en punition loin vers la frontière pour exercer mon métier de (\*). Dans cette province, il y avait des ethnies qui parlaient des langues que je ne connaissais pas et je me suis retrouvé coupé du monde. Ma punition devenait assez extrême. D'autant qu'ils m'ont placé dans un coin perdu qu'on surnommait « Torture ». Bien que les gens parlent des dialectes différents, j'ai pu m'adapter. J'ai résisté. Je suis resté là-bas un an. Ils ont vu que j'essayais de bien faire mon travail, de l'appliquer au mieux à cette région, de me procurer du matériel pour les gens avec qui je collaborais et que je m'étais intégré. Je parvenais à communiquer dans ces langues régionales. J'ai sympathisé avec les gens du coin. Je suis pratiquement devenu un enfant de la région. Pour moi, j'avais gagné un nouveau combat. Mais une fois que je m'étais fait plein d'amis dans cette zone, après un an, quand ils ont vu que j'étais bien installé, ils sont

venus me dire : « Monsieur, vous allez être à nouveau transféré. »

Alors je suis allé dans une autre ville. J'ai dû recommencer à m'intégrer. C'était différent du petit village où j'avais vécu ; là, c'était presque une ville. Je me suis également fait des amis. J'ai exercé mon métier et j'ai beaucoup donné. On pouvait me critiquer pour d'autres choses, mais pas pour mon travail. Je faisais un travail très apprécié, et ceci avec différentes communautés. J'ai passé une année dans cette ville et ils m'ont dit à nouveau : « De là, Monsieur, vous allez ailleurs. »

A chaque fois, ils m'envoyaient dans un endroit différent. Les autorités me déplaçaient d'un endroit à l'autre. Cette fois-ci, je suis parti dans une région proche de la frontière. Là, je me suis non seulement perfectionné dans ma profession, mais j'ai également créé un syndicat, ce qui n'a pas plu à tout le monde. Mon travail a commencé à porter ses fruits. J'ai obtenu pas mal de soutien. Et, un an plus tard, rebelote : « On vous amène ailleurs. »

Normalement après maximum trois ans de pratique de notre affectation militaire dans le domaine civil, on devait pouvoir retourner vers la capitale ou vers une

grande ville. Mais pour moi, ça a continué. Du Nord-Ouest du pays, ils m'ont déplacé vers le Nord, dans une ville un peu perdue avec que du bétail. A cette époque, je considérais que cette nouvelle affectation relevait de mon devoir envers mon pays. Comme tous mes compatriotes, j'aimais beaucoup mon pays. C'est durant ces années qu'une guerre a éclaté avec un pays voisin.

Au début de la guerre, les gens et le gouvernement étaient un peu paniqués. Mon travail pour l'Etat continuait, j'étais toujours affecté militairement. Ayant expérimenté différentes régions du pays, j'avais acquis un savoir-faire très varié, important aux yeux de l'Etat. Je voulais que cela soit reconnu et certifié. J'ai demandé à pouvoir me spécialiser. Il y avait des stages à l'étranger. Je désirais partir, mais malheureusement, n'ayant pas le soutien de quelqu'un d'influent, ces places ont été données à d'autres, alors qu'ils n'avaient pas une pratique équivalente à la mienne. Ca m'a fait mal.

Par la suite, le gouvernement a donné de nouvelles tâches aux personnes affectées dans le domaine civil : faire passer des messages, politiser les gens et les informer sur la problématique du conflit avec le pays voisin. Il fallait expliquer pourquoi ce conflit existait ; où étaient les zones dangereuses. Faire comprendre ces

problématiques de guerre aux gens de la campagne et des villages, afin de les préparer pour qu'ils ne soient pas choqués. Le gouvernement nous a utilisés pour enseigner cela et m'a envoyé sur un nouveau terrain.

Pendant que je faisais ce travail, apparemment j'énervais un peu les élites de l'Etat. Je voulais améliorer ma pratique du métier à l'étranger. Cela faisait longtemps que j'exerçais mon devoir envers l'Etat, j'avais formé beaucoup de gens et, à ce moment-là, c'était mon droit de pouvoir partir. Je suis allé trouver les autorités : « Depuis le temps que je travaille pour vous, pour presque rien, j'ai l'impression de faire du bénévolat. Maintenant, c'est le moment de me laisser partir. » Ils m'ont répondu : « Attends, attends. Le pays vient d'annoncer que tout le monde doit intégrer l'armée ! » Chaque province devait organiser cette conscription. La personne auprès de laquelle j'avais fait la demande de me former à l'étranger m'a inscrit dans une caserne afin d'apprendre à me servir d'une arme. Mais finalement les responsables politiques m'ont dit : « Les places sont prises. Vous irez au prochain tour. » J'ai répondu que je n'attendrais pas : « Vous avez dit qu'on était en état d'urgence. Vous avez dit que le pays avait besoin de moi. Et moi je suis très nationaliste. » J'ai insisté et je suis parti. Durant sept mois, on a appris à se battre ; on était un des groupes qui a été formé le

plus longtemps. Ensuite, on a été dispersé sur différents fronts pour combattre l'ennemi.

Normalement, j'aurais dû faire le service militaire cinq ans auparavant. Quand j'avais été appelé avec mon frère pour m'inscrire dans ma commune, ils m'avaient dit : « Vous ne pouvez pas participer au service militaire car vous êtes (\*) de métier. Votre affectation militaire se fera dans le domaine civil. » Quatre ans plus tard, ce n'était plus le cas. Le pays étant en état d'urgence, ils ont appelé tout le monde à la guerre. J'ai été affecté dans une forêt très dangereuse, car il y a des (\*), c'est-à-dire des personnes comme des talibans ou des djihadistes. Le danger était total dans cette zone-là. J'ai passé 24h sur 24h dans la forêt. Je devais surveiller et observer tout ce qui s'y passait. Il fallait être éveillé, car s'il arrivait quelque chose on était foutu. Ils m'ont donné cette responsabilité durant plus d'un an.

Après cette période de guerre, l'Etat a décrété que tous les gens au service militaire qui avaient leur BAC pouvaient être utiles. Moi avec mon diplôme et mon expérience, ils m'ont envoyé dans une caserne. Je suis alors tombé malade. J'ai eu une maladie de peau due à cette longue période de guerre et des conditions de vie dans la forêt. J'ai demandé des soins, ça a pris du temps.

J'avais aussi demandé de sortir de cette région où se trouvait la caserne et de pouvoir rejoindre le ministère associé à mon métier. Finalement le ministère en question m'a rappelé à la capitale.

Dans le pays, il y a des zones hautes et basses avec des différences climatiques importantes. J'avais travaillé dans des régions où il faisait très chaud. Les médecins avaient certifié que j'avais un problème dermatologique et que je ne devais plus partir dans des zones aussi chaudes qu'auparavant. En outre, vu ma formation, j'aurais dû aussi avoir un certain salaire que j'ai reçu seulement les cinq premiers mois, quand j'ai débuté ma profession. Après durant toute mon affectation, je touchais beaucoup moins. Ca a duré longtemps. Mais les responsables militaires n'appréciaient pas que je demande à rejoindre le ministère lié à ma profession : « Vous avez travaillé dans la région de (\*), vous la connaissez, vous devez retourner là-bas. » C'était la région où j'avais eu ce problème de santé. Et puis mon salaire allait être toujours aussi bas.

En même temps que j'accomplissais mon devoir pour l'armée, j'ai commencé à me déplacer, par mes propres moyens, pour suivre des formations. J'ai obtenu un certificat d'un niveau important qui me permettait

de faire des heures supplémentaires à mon compte et d'évoluer dans mon métier. J'ai réussi à faire cela en travaillant énormément. J'ai passé toutes les étapes nécessaires pour arriver au niveau national. Je suis alors devenu un (\*) connu dans le pays.

Il y a environ dix ans, quand je suis devenu très connu dans le pays, j'ai voulu pratiquer mon métier au niveau international. J'ai écrit une lettre pour démissionner, après quatorze ans d'affectation dans le domaine civil et militaire. J'étais allé dans des campagnes, des villages perdus, des coins isolés. Cela m'avait demandé une grande capacité d'adaptation ; je l'avais fait avec plaisir car je pensais que c'était mon devoir envers mon pays. Mais là, j'ai dit : « C'est le moment de me laisser partir. J'ai besoin de construire autre chose, d'avancer dans ma vie. Aujourd'hui, j'ai envie d'exercer librement mon métier de (\*). Je ne peux donc plus accomplir d'autre mission pour l'Etat. » Pour pouvoir exercer au niveau international, je leur ai demandé de me libérer de cette charge que j'avais eue pendant quatorze ans. J'ai dit : « Tant que vous ne me donnerez pas de réponse, je ne pratiquerai plus ce travail. »

Dans ma lettre, je racontais mes différentes expériences de travail pour l'Etat pendant toutes ces années.

Au bout de six mois, ils m'ont quand même versé un salaire pour ces derniers mois, mais ont requis une année supplémentaire, arguant qu'ils avaient besoin de mon expérience. Moi, j'avais demandé à retourner dans la ville de ma famille afin de pratiquer ma profession – qui a plus d'importance en ville qu'à la campagne. Je voulais aussi avoir accès à Internet et communiquer avec des professionnels internationaux pour m'améliorer et, un jour, travailler à l'international. Le gouvernement m'a répondu qu'il acceptait ma démission mais me demandait encore un an supplémentaire dans une ville d'une taille similaire à celle où je voulais aller. Ils m'ont garanti que : « A ce moment-là, vous serez libéré de votre devoir et pourrez faire ce que vous voudrez. Donnez-nous un an supplémentaire. » Je pensais avoir de la chance qu'ils acceptent. J'ai cru à leurs promesses et je suis reparti.

Un an plus tard, quand j'ai fini, j'étais tellement content à l'idée de retourner vivre auprès de ma famille et de pouvoir exercer mon métier de (\*). On était arrivé au terme du contrat. J'ai demandé au responsable la permission de partir comme prévu : « Non. On en a décidé autrement. Vous devez aller dans la région de (\*) ». De nouveau, une région perdue et lointaine ne me permettant ni d'exercer mon métier à un niveau

national, ni de me préparer à l'international. « Nous avons besoin de vous là-bas, nous maintenons votre affectation. » Je me suis dit : maintenant ça suffit ! J'avais même un papier rédigé par les responsables attestant que je devais être libéré de mon affectation militaire. J'avais suffisamment donné. J'ai réécrit aux responsables en mentionnant tous les faits. Je refusais de continuer.

J'ai envoyé cette lettre de démission, à deux responsables différents, au ministère lié à mon travail et au ministère de la défense. Le premier n'a pas accepté et ne m'a donné une réponse définitive que deux ans plus tard. Pendant ce temps, les deux ministères se sont échangés des courriers ; ils ne voulaient pas me laisser démissionner. Le ministère de la défense a finalement accepté, mais le ministère de (\*) a annoncé que, dorénavant, ils empêcheraient les gens d'exercer cette profession sans travailler pour l'État et sans avoir suivi au préalable une formation additionnelle de (\*). Ainsi, sans me cibler nominalement, ils ont interdit à toutes les personnes de ma profession, voulant exercer au niveau national ou international, de pratiquer ce métier sans travailler pour l'État. J'étais devenu quelqu'un de très connu de par mon métier de (\*). Et, bien que conseillé par un militaire, j'ai finalement reçu une convocation pour me présenter à la prison militaire. J'ai été jugé pour cette période de

deux ans où je n'avais plus effectué d'affectation militaire dans le domaine civil, résigné à ne plus faire ce travail. J'ai été considéré fautif et les ministres m'ont remis en main propre un mandat d'incarcération.

Après ça, j'ai dû arrêter mon métier et me cacher. Concrètement, la journée je ne devais pas trop me montrer. Je ne pouvais plus me rendre dans les endroits que j'aimais, ni dans les lieux liés à mon métier. Je me suis isolé. Je savais que le gouvernement viendrait m'arrêter un jour. Mais lequel ? Il me fallait nourrir ma famille. Donc j'ai commencé à travailler comme (\*) le soir et la nuit pour plusieurs employeurs. Le gouvernement a découvert où je travaillais. Ils savaient quelles routes j'utilisais, où je vivais. Ils étaient renseignés et je risquais d'être arrêté.

J'ai quand même réussi à vivre dans mon pays pendant environ trois ans en me cachant. Comment ? Des gens qui me connaissaient de par mon métier m'ont demandé : « Ah, on ne vous voit plus travailler !?! Qu'est-ce qu'il se passe ? » – « Ils m'ont condamné. » – « Vous faites quoi ? » – « Je cherche du boulot, mais je ne peux rien faire officiellement. » C'est comme ça que ces gens m'ont engagé, sans me déclarer. Après quelque temps, le gouvernement m'a retrouvé. Mes employeurs savaient

que j'étais recherché pour un crime que je n'avais pas commis. J'ai ensuite dû commencer un travail chez (\*). Après qu'ils aient à nouveau découvert où je travaillais, j'ai dû me cacher encore. Attendre. Redemander du travail ailleurs. J'ai pu résister un moment. Lorsqu'il n'y a plus eu d'autre choix, je suis parti. J'ai quitté mon pays. Je suis passé par la mer comme tout le monde. J'ai pris un bateau. Et je suis arrivé ici.

C'était dur de quitter ma famille et mes proches, de quitter mon pays. Pour moi, c'était vraiment pénible. Mais j'ai pris la décision de m'enfuir car c'était la seule possibilité qui me restait – après tous les essais pour résister et rester au pays – pour ne pas finir dans un trou, un sous-sol, dans une prison militaire. Une fois que tu entres là-dedans, tu es oublié. Pour éviter cela, il fallait absolument que je me sauve, parce que je savais que je sinon j'allais mal finir. Mais pour moi, ça a été la décision la plus pénible à prendre. Longtemps j'avais gardé l'espoir de m'épanouir dans mon pays, malgré que j'aie vécu pas mal de choses difficiles et dures. Je me disais : un jour arrivera, le soleil brillera et on vivra tranquillement, les choses vont changer pour nous... J'aimais mon peuple. J'aimais les gens. J'aimais tout autour de moi. J'étais très attaché à mon pays et j'avais l'espoir qu'un jour tout ça change. Ce rêve est resté en

moi, comme un rêve d'enfant. Je suis resté longtemps optimiste, à attendre un changement. Et je me suis battu aussi. J'ai résisté.

J'ai cherché toutes sortes de solutions pour retrouver ma liberté et vivre parmi mon peuple. Mais ils ne m'ont pas laissé le faire. Lorsque le seul choix qui me restait, hormis la prison militaire, était la fuite, je suis parti. Quand j'ai quitté le pays, comme je l'ai dit, c'était dur, mais j'ai continué. Comme tout le monde, j'ai mis ma vie en danger en passant par la mer. Je suis arrivé en Italie ! Après, mon but était de venir en Suisse parce que je savais que c'était le pays le plus sûr au monde. Tout le monde le répétait : la Suisse, le pays de la paix et de la dignité humaine. Si on voulait donner un exemple de pays associé à la paix, c'était la Suisse ! Mais quand je suis arrivé ici, j'ai vu des gens qui vivaient dans un trou, dans un sous-sol. J'avais quitté mon pays pour ne pas être en prison, dans un trou... et du coup, je réalisais qu'il y avait ici des gens qui vivaient sous terre. Pour moi, c'était une surprise ! En Suisse ???!

Moi, je me suis retrouvé dans un foyer qu'on appelle les « Tattes ». Là, je vis avec des gens qu'on appelle « sans papiers », des gens clandestins ou des gens dont on dit qu'ils attendent leur départ. Il y a toute sortes

de gens. Tu regardes à gauche et à droite, il y a des gens déjà résignés à cette vie, qui ont perdu l'espoir. Il y a des personnes qui prennent des drogues et d'autres qui sont pas loin d'être criminels. Je me demandais : est-ce que je suis arrivé en Suisse ou pas encore ? Je me posais des questions. A part le problème de peau que j'ai eu à cause des années vécues à l'armée dans des conditions difficiles, j'étais en bonne santé. Je n'ai jamais eu à me plaindre de ma santé. Mais avec le temps passé ici, mon esprit a commencé à être touché. A force de voir tous ces gens qui m'entourent, des gens qui ont perdu l'espoir dans la vie. Je vois l'expression de leurs visages et ça me touche. L'optimisme, tu ne le vois pas du matin au soir. Je me demande : est-ce que ça va ? Est-ce que je suis réveillé ? Est-ce que je suis dans un autre cauchemar ?

Et puis, il y a eu cet incendie dans lequel un homme est mort. C'était quelqu'un qui espérait, encore, de voir autre chose de la vie ! Moi aussi je continue à espérer de vivre un jour librement et avec la dignité de tout être humain. Et lui, sa vie vient de s'arrêter dans ce foyer des Tattes. J'ai été choqué. Ne suis-je pas encore réveillé ? Qu'est-ce qui se passe ? Je voyais autour de moi des gens qui arrivaient et se plaignaient de la Suisse. Et moi qui me demande : est-ce que je suis en Suisse ou pas ? Je vais mal. Un autre homme s'est fait égorger aux

alentours des Tattes. Il a été oublié. On ne sait pas qui l'a égorgé. Et tout ça, pour moi, devient très pénible. Je pensais avoir quitté le danger. Mais aujourd'hui, je vis un nouveau type de danger. Et ce danger me fait mal.

Le fait de perdre dans l'incendie un homme qui rêvait, comme moi, d'être arrivé à bon port pour vivre librement, ça m'a énormément choqué. Aujourd'hui, une peur s'est installée en moi. Je n'ai pas les mots pour la décrire. C'est très angoissant. Psychologiquement, c'est très fort, parce que cet homme mort était un frère qu'on côtoyait, un voisin, une personne venue ici en Suisse comme moi avec le but de vivre, tout simplement. Il a perdu sa vie juste parce qu'il y a eu un feu ici au foyer ! Ca montre que je n'ai pas de garantie de rester en vie là où je vis. Deux semaines après qu'il soit mort, quelqu'un a oublié sa casserole avec de l'huile sur le feu. On a entendu l'alarme incendie. Il y avait des gens qui étaient prêts à sauter par la fenêtre ce jour-là. Tout le monde s'est mis à courir à gauche et à droite. J'ai vu des gens terrifiés.

Je ne suis plus la même personne qu'avant l'incendie. Je ne me sens pas dans un endroit sûr. La menace est réelle. La peur, on la vit chaque jour aux Tattes. Personne ne peut me la retirer. Et vous trouvez cela chez

tout le monde, pas seulement chez moi. On ne sait pas si demain un feu se déclarera dans ces bâtiments-là. On nous a raconté que plusieurs incendies similaires ont eu lieu dans le passé. Un feu peut arriver à nouveau pendant qu'on est là. Rien n'est sûr.

Aujourd'hui, il y a beaucoup de gens qui souffrent, qui vivent dans les sous-sols. Et ces gens qui souffrent, ça me fait mal. Je souffre aussi. Je ne suis pas la même personne qui, chez moi, se battait malgré les bombardements, les balles et les militaires. Aujourd'hui, ici, ils sont en train de m'enlever la liberté de garder espoir pour demain. Je sens la menace tout autour de moi. Je suis entouré de menaces et de dangers et cela encore, hélas même en Suisse.

Cette situation est un peu similaire à la période où j'ai vécu dans la forêt, prêt à me battre 24h sur 24h. Je ne dormais pas afin de ne pas risquer d'être tué. Aujourd'hui, la vie aux Tattes n'est pas si éloignée de cette situation, même si je ne risque pas de recevoir une balle. J'ai quitté mon pays pour sauver ma vie. Je pensais être arrivé dans un état de droit. Je pensais pouvoir bénéficier du minimum, digne d'un homme libre. Mais ce minimum n'est pas là. Quand je rentre dans le foyer des Tattes, à l'entrée du bâtiment, je dois

présenter mon "papier" [de l'Office cantonal de la population et des migrations]. Je le dépose à la réception. C'est comme rentrer en prison. C'est comme mon enrôlement dans l'armée. C'est comme quand j'étais dans certaines zones de mon pays, où il fallait toujours montrer ses papiers d'identité.

A l'intérieur du foyer aussi, je ne suis pas content parce que je vis entouré de personnes qui ont perdu tout espoir, qui ont d'autres pratiques, qui prennent des produits dangereux, qui ne sont pas bien dans leur peau, qui peuvent hurler la nuit. Tu entends tout, tous les bruits du couloir et de la chambre d'à côté. C'est difficile de dormir. L'hygiène au foyer aussi n'est pas digne des personnes qui vivent dans ce pays. Pour moi, c'est dur d'accepter cette vie, c'est dur d'accepter cette réalité.

A l'armée, c'était pareil. Il y avait des gens qui savaient qu'ils pouvaient mourir à chaque instant, l'heure suivante, le lendemain. Ils ne savaient pas ce qui allait leur arriver. Il y avait une armée en face, il fallait être concentré, regarder sans cesse en face de soi, ne pas faire de bruit. Ici aujourd'hui, je ne sais pas s'il y aura un incendie, si quelqu'un commettra un crime ou si des bagarres éclateront. Je ne sais pas ce qui arrivera durant la nuit. Donc, les Tattes non plus, ce ne n'est pas un lieu

sûr. Et pour moi, ce n'est pas normal du tout d'être logé dans un endroit pareil.

Je ne suis plus la personne que j'étais avant d'arriver, ma santé s'est dégradée. Actuellement, je ne vais pas très bien. Mais malgré les problèmes au foyer et les difficultés que j'ai, j'essaie d'apporter quelque chose aux autres et de rester positif. Mener encore un combat dans la vie, c'est quelque chose que j'ai toujours eu en moi et que je garde, continuellement.

Avec d'autres habitants des foyers et des abris PCi, on a créé un environnement de sport, on a pu attirer différentes communautés et on appelle tout le monde à faire du sport. Aujourd'hui, on est une cinquantaine. On a créé des équipes de foot et on joue deux fois par semaine. Chaque fois que je sors du foyer et qu'un jeune ou un nouveau me dit : « On m'a dit que vous faites du sport, du foot ? » Je lui réponds : « Oui, tu es le bienvenu. » Aujourd'hui, grâce à cela, je peux dire que socialement, j'apporte quelque chose aux autres. J'essaie de rester positif. Je continuerai tant que j'en aurai la force, pour ne pas mourir vivant. Je vais continuer à me battre, même si les conditions de vie sont difficiles et pénibles. Je continuerai de donner ce que je pourrai aux autres et de me faire plaisir dans le

sport qui me fait parfois oublier tout ce qui m'entoure, tous ces problèmes. [Il nous montre des photos prises ces derniers mois à Genève: des équipes de foot composées de personnes, elles aussi requérantes d'asile, venues de différentes régions du monde.] Actuellement, on est en train de penser à organiser un tournoi. Pour ceux des foyers et des abris PCi, on a acheté du matériel et des maillots, avec de l'argent qu'on a récolté dans des cagnottes.

Il y a des gens qui ont vécu l'incendie et qui sont aujourd'hui menacés de renvoi. Une personne a été brûlée au visage et d'autres ont été handicapées. On est terrifié. Je trouve inhumain de vouloir les renvoyer. Je trouve cela pas juste, pas acceptable. J'aimerais bien que les Genevois et les citoyens suisses sachent que cette vie qu'on mène actuellement n'est pas normale. J'ai l'impression que les citoyens de ce pays ne sont pas au courant de notre situation. Si j'avais la possibilité de toquer à chaque porte et de raconter cette histoire, si les gens m'ouvraient la porte, je serais d'accord de leur dire ce que c'est de vivre dans un abri PCi, de leur dire ce que c'est de vivre dans un foyer comme celui-là. Et de leur raconter d'où je viens. Je n'ai pas honte de la raconter cette histoire-là. Quand on a organisé un thé de Noël devant un abri PCi de Genève, il y avait des

gens du quartier qui disaient: « Ah, vous vivez ici ? » Ils n'étaient pas au courant. Donc, j'aimerais bien que tout le monde soit au courant de ce que ça veut dire de vivre en étant oublié. On est des enterrés vifs. Il faut tout faire pour que les gens soient informés. Ce n'est pas juste de mettre des gens fragiles dans un endroit pareil, de laisser leur santé se dégrader. Ce n'est pas digne de l'image de ce pays. Ce n'est pas normal de laisser des gens dans cet oubli et dans une si longue attente. Là, on est en train de détruire des personnes. Et je ne pense pas qu'un être humain puisse accepter d'être voisin de quelqu'un qui vit de cette façon-là...

Ma famille et mes proches au pays pensent que pour moi être en Suisse, c'est un peu comme si j'étais arrivé au paradis. La Suisse est un pays connu pour être riche et intéressant. Quand j'ai parlé de mes conditions de vie, ils ont dit: « Ah bon ?? T'es sûr, c'est comme ça en Suisse ?? Mais attends, la Suisse, c'est quand même autre chose. Nous, on a d'autres images de la Suisse, un pays très riche, où il n'y a que des gens riches. » Pour eux, c'est impossible. Ils ne croient pas du tout que la Suisse puisse réserver un accueil pareil, comme je le vis actuellement. Parfois j'ai même regretté d'avoir parlé de ces choses, car pour eux Genève est une ville internationale qu'ils associent aux droits de

l'homme, aux bureaux internationaux et à tout ce qui est lié à la paix et aux droits humains. Donc pour eux, c'est comme si j'étais en train de mentir. Pour eux, la Suisse, c'est le paradis, alors je n'insiste pas trop. Pour eux, à Genève, « ville internationale », tout ceci est impossible. C'est pas la peine d'insister sur ce point-là.



Cette brochure est le résultat de notre rencontre avec des requérants d'asile mobilisés pour dénoncer leurs conditions d'existence à Genève. Leur lutte, leurs paroles et leurs actions sont relayées sur le blog:

**<https://stopbunkers.wordpress.com>**